

# Les Américains et 'la solution Bảo Đại' à ses débuts



Par Bùi Ngọc Vũ JJR 64

### Préambule

Avec le décès de Roosevelt le 12 avril 1945 disparaissait un président des États-Unis favorable à la fin des régimes coloniaux. Truman, vice-président et novice en politique étrangère qui prenait la suite de Roosevelt, ne connaissait rien de l'Asie du Sud-Est comme de l'Indochine et s'en souciait peu. Les diplomates américains n'étaient pas non plus très intéressés par les affaires internes de l'Annam [aussi nom du Việt-Nam à l'époque], ce petit pays avec sa longue histoire politique, culturelle et sociale et sa société fragmentée de la fin des années 40.

Considérant que c'était une affaire des Français et à défaut d'idées plus précises sur la question, les Américains avaient donc laissé la France reprendre pied en Indochine comme le souligna la note suivante du Secrétaire d'État : "Les États-Unis n'ont pas l'idée de s'opposer au rétablissement du contrôle français en Indochine ; aucune déclaration officielle du gouvernement américain ne remet en question même indirectement la souveraineté française sur l'Indochine. Cependant ce n'est pas la politique du gouvernement de soutenir le rétablissement du contrôle français par la force..."<sup>1</sup>

### Une méconnaissance totale des réalités

Cette politique du laissez-faire était essentiellement la conséquence d'une méconnaissance des réalités indochinoises mais traduit aussi tout simplement le fait que les États-Unis avaient alors bien d'autres chats à fouetter. "Les États-Unis étaient très mal informés sur ce qui se passait en Indochine tout particulièrement après le 9 mars 1945 quand le flot de renseignements mis en place et utilisé pour combattre les Japonais fut tari. Quand le Secrétaire d'État par intérim Joseph Grew réclama des informations en juillet 45 sur les régimes indépendants du Việt-Nam du Laos et du Cambodge, Donovan<sup>2</sup> ne sut que promettre de se renseigner sans pouvoir fournir quoi que ce soit de substantiel. Ceci doit être considéré comme l'un des échecs du service de renseignements les plus notoires de la deuxième guerre mondiale. Si seulement les États-Unis avaient été informés de manière précise, dès le début, du désir de Bảo Đại de "*chercher les Américains*" [en français dans le texte] et des efforts du gouvernement de Trần Trọng Kim pour '*bétonner*' l'indépendance du Việt-Nam, cette connaissance aurait au moins fourni à Truman les bases idoines pour formuler une politique alternative réaliste au lieu de donner à la France un chèque en blanc..."<sup>3</sup>

### Hồ avait intéressé l'OSS pour des renseignements sur les mouvements de troupes japonaises

Pendant la guerre contre les Japonais, des agents de l'OSS, le service précurseur de la CIA, avaient un peu aidé Hồ en échange des renseignements que celui-ci leur fournissait sur les mouvements de troupes japonaises. Dès son arrivée à Kunming pour être chargé des opérations en Indochine en avril 1945, Patti avait été informé par ses contacts chinois et français des liens entre le Việt Minh et le mouvement communiste international et que Hồ était un communiste. Mais les Américains ignoraient tout des activités des nationalistes et à quel point la domination communiste au sein du Việt Minh était forte. La connaissance des activités des nationalistes aurait évité aux États-Unis le paradoxe de s'aligner uniquement avec un mouvement dominé par les communistes car en apparence il fut présenté intelligemment sous la forme d'une coalition pluri-partite.

### Catalogué comme communiste Hồ reçut peu d'aide

Arrivé au pouvoir Hồ Chí Minh avait recherché immédiatement la reconnaissance de son gouvernement par les États-Unis mais ses efforts dans cette direction furent contrariés. Il fut fait état de discussions tenues par Dewey<sup>4</sup> à Saigon avec comme motif l'envoi incognito de Thạch [Phạm Ngọc Thạch<sup>5</sup>] à Washington avec comme ordre du jour la reconnaissance de la RDV ; le projet fut avorté par l'assassinat accidentel de Dewey.

<sup>1</sup> Foreign Relations, 1945, Vol. VI p. 313 The Acting Secretary of State to the Chargé in China (Robertson), Washington, October 5, 1945

<sup>2</sup> Général William Donovan, chef de l'OSS.

<sup>3</sup> Arthur J. Dommen *The Indochinese Experience of the French and the Americans* p. 166

<sup>4</sup> Peter Dewey, chef d'une équipe de 7 agents de l'OSS, envoyée à Saigon pour libérer les prisonniers de guerre alliés, rechercher les Américains portés disparus et recueillir des informations. Il fut le premier américain mort au Việt-Nam.

<sup>5</sup> Phạm Ngọc Thạch intellectuel saïgonnais, président de la Ligue de la Jeunesse d'avant-garde, ministre de la santé dans le 1<sup>er</sup> gouvernement de la RDVN.

Quant aux lettres de Hồ à Truman et au Secrétaire d'État Byrnes elles furent laissées sans réponse. 50 ans plus tard seulement les communistes vietnamiens accèderont à une relation de parité entre états avec Washington ; entre temps ils auront réussi à éliminer tous leurs rivaux, obligeant beaucoup d'entre eux à partir s'exiler aux États-Unis [en 1975].<sup>6</sup>

### **Les Américains en spectateurs ne voulant ni des colonialistes ni des communistes**

C'est donc avec un certain soulagement, mais non sans une certaine appréhension que les Américains suivaient avec intérêt les tentatives françaises de trouver une solution politique avec Hồ par la voie de négociations qui avaient débuté au début de l'année 1946.

Les négociations à Dalat puis à Fontainebleau ne donnèrent pas les résultats escomptés et le Département d'État s'inquiéta de la réaction de Hồ en câblant à son consul à Saigon : Il serait utile de "poser la question à Hồ si la non-réalisation par les Français de la promesse d'un référendum pour la Cochinchine serait considéré par Hồ comme un dégageant de la responsabilité du Viêt-Nam à respecter les accords. Mais il faut éviter de donner l'impression que c'est une intervention formelle du gouvernement américain."<sup>7</sup>

Les Américains faisaient prudemment et discrètement leur entrée sur cette scène qui leur était inconnue tout en veillant à ne pas froisser leur allié français.

Le Département d'État rappela sa position embarrassée du moment pour servir de fil conducteur à l'intention de son consul à Saigon : "Il faut garder à l'esprit le clair fichage de Hồ comme agent du communiste international, l'absence de dénégation par Moscou de cette affiliation et le soutien du Parti communiste français à Hồ. Le Département d'État considère que la moins souhaitable des éventualités serait l'établissement d'un état indochinois dominé par les Communistes et aligné sur Moscou et est particulièrement intéressé par des informations sur la force des éléments non-communistes en Indochine."<sup>8</sup>

### **Indifférence non voilée à l'explosion de la guerre**

La guerre éclata entre Hồ et la France le 19 décembre 1946. Vers la mi-janvier 1947 le consul américain à Saigon, Reed, donna l'analyse suivante : "Bien qu'ayant fait d'importantes concessions sur le papier aux Vietnamiens pour leur désir d'autonomie, les Français par leurs actions sur place ont cherché à réduire les pouvoirs et l'étendue des territoires du Viêt-Nam 'indépendant'. Les Vietnamiens se sont continuellement opposés à ce processus. En même temps les Français admettent eux-mêmes qu'il leur manque la puissance militaire pour reconquérir le pays. Bref, avec des forces inadéquates, avec une opinion publique largement hostile et avec un gouvernement paralysé par des divisions internes les Français ont essayé d'accomplir en Indochine ce qu'une Grande Bretagne unie et forte avait jugé malavisée de tenter en Birmanie."

Il conclut "En dernière analyse il est certain que les deux côtés ont commis des erreurs, ont violé les différents accords et ont ainsi précipité le conflit présent."

### **Premiers signes d'un intérêt français pour une 'solution Bảo Đại'**

C'était vers cette période que les Américains eurent vent des premiers indices montrant l'intérêt des Français à une 'solution Bảo Đại' : "Les Français ont sondé les officiels chinois à Nankin au sujet d'un nouveau régime dirigé par Bảo Đại avec le soutien du parti nationaliste vietnamien. Ces officiels ont indiqué que faire revivre l'idée d'un système impérial n'est pas satisfaisante pour les Chinois."<sup>9</sup>

Mais officiellement les Français se refusaient encore à mettre les Américains dans le secret de leurs intentions : "Baudet, ministre de la France d'Outremer dément qu'il y ait des négociations en cours avec Bảo Đại. Il fait remarquer que Bảo Đại est un personnage très prudent qui n'envisage pas de rentrer avant que le Viêt Minh se rende ou soit éliminé du paysage politique."<sup>10</sup>

### **Premières réactions américaines, elles sont négatives**

Mais les rumeurs d'une 'solution Bảo Đại' se faisaient persistantes et le Secrétaire d'État Marshall se sentit obligé d'exprimer à son ambassadeur en France, Caffery, son inquiétude et sa crainte que "les efforts des Français pour trouver de « vrais représentants du Viêt-Nam » avec qui négocier aient pour résultat la création d'un gouvernement fantoche impotent comme celui de la Cochinchine et que la restauration de Bảo Đại puisse être tentée, impliquant une réduction des droits démocratiques et le recours à la monarchie comme arme contre le Communisme."<sup>11</sup>

De Paris le 22 mai Caffery signala que le ministre des Affaires Étrangères Bidault l'avait assuré que le gouvernement français comprenait parfaitement la position américaine et n'envisageait aucune sorte de gouvernement fantoche avec Bảo Đại.

De Saigon Reed dans un câble daté du 21 mai 1947 à l'attention du Secrétaire d'État signalait l'existence de deux prétendants au pouvoir : "le Viêt Minh avec Hồ toujours comme figure de proue et le Front National Unifié<sup>12</sup> avec Bảo

<sup>6</sup> Arthur J. Dommen *The Indochinese Experience of the French and the Americans* p. 167

<sup>7</sup> Foreign Relations, 1946, Vol.VIII, p.68 The Acting Secretary of State to the Consul at Saigon (Reed), Washington, December 5, 1946

<sup>8</sup> Foreign Relations, 1946, Vol.VIII, p.68 The Acting Secretary of State to the Consul at Saigon (Reed), Washington, December 5, 1946

<sup>9</sup> Foreign Relations, 1947, The Secretary of State to the Consulate at Hanoi, Washington, February 12, 1947

<sup>10</sup> Foreign Relations, 1947, The Ambassador in France (Caffery) to The Secretary of State, Paris March 27, 1947

<sup>11</sup> Foreign Relations, 1947, Vol. VI, p. 97 The Secretary of State to the Embassy in France, Washington, May 13, 1947

<sup>12</sup> Reed visait probablement le nouveau front au même nom FNU, créé à Nankin en février 1947 par les Quốc Gia réfugiés en Chine pour continuer leur lutte. Déchiré entre partisans d'un soutien américain et la solution Bảo Đại le front finit par se

Đại, pas personnellement populaire mais important seulement du fait de sa position antérieure. Il doit être noté qu'il n'y a pas de différence fondamentale entre les deux qui réclament tous deux l'unité et l'indépendance en garantissant les intérêts économiques et culturelles légitimes de la France en Indochine."<sup>13</sup> (sic)

Après ce jugement très superficiel Reed précisa au mois de juillet son opinion sur le retour de Bảo Đại comme solution politique à l'intention du Secrétaire d'État. Pour lui le schéma simpliste suivant tient lieu de vérité sans nuance: "Les Français ne veulent pas traiter avec Hồ malgré le fait qu'il soit le représentant éminent de ces populations autochtones et malgré l'annonce de leur désir de traiter avec les représentants véritables de ces gens. À la place ils soulignent le 'background' communiste de Hồ et continuent de marchander avec l'idée de ramener Bảo Đại au pouvoir et de former un gouvernement avec une certaine indépendance mais qui serait dominé par les Français et qui protégerait les intérêts français...C'est pourquoi nous avons en ce moment des articles de presse qui contribuent à promouvoir le retour de l'empereur, le fameux playboy de Hong Kong, qui n'a comme partisans sincères que quelques-uns de ses anciennes cohortes d'Annam et dont les plus grands seraient ceux qui auraient les poches remplies s'il lui arrivait de revenir..."<sup>14</sup>. On comprend mieux après une telle note, pourquoi *la solution Bảo Đại* n'avait pas mérité l'attention des Américains dès sa conception.

### Les Français masquent leurs véritables intentions

Le Secrétaire d'État Marshall demanda à son ambassadeur à Paris de confirmer la politique française telle qu'elle fut décrite dans l'article daté du 13 juillet du New York Times. Selon cet article les Français envisageraient une entière autonomie interne aux 3 pays Tonkin, Annam et Cochinchine au sein de l'Union Française. Ils considéraient que la lutte de Hồ Chí Minh pour l'indépendance avait pour but de faire du pays un vassal de Moscou. La politique sur place de Bollaert était de disputer à Hồ et aux communistes le soutien des nationalistes. Les contacts avec Bảo Đại étaient mentionnés comme un effort français pour regrouper les partis nationalistes dans le but de contre-balancer l'influence des communistes.<sup>15</sup>

Le 14 août à Paris Bidault confia à Caffery "qu'il existait un désaccord général dans le gouvernement sur la politique à mener en Indochine ; il n'y avait pas deux ministres d'accord entre eux. Sans qu'aucune décision définitive ne soit encore prise Bidault évoqua la possibilité d'un changement d'attitude du gouvernement envers Bảo Đại ; il était hors de question qu'il fût une marionnette car les Vietnamiens pourraient le désigner comme leur champion."

Chauvel<sup>16</sup> sous le sceau du secret dévoila à Caffery les derniers plans du gouvernement français pour l'Indochine le 30 août 1947 en insistant sur l'importance de garder l'information secrète pour les représentants des États-Unis en Indochine (? sic). Après les récentes difficultés au sein du gouvernement, Bollaert fera finalement un discours le 7 septembre et les populations des 3 Kỳ auraient à décider de faire fusionner ou pas les 3 gouvernements des 3 Kỳ. Compte tenu des forts sentiments exprimés en faveur de Bảo Đại et comme pratiquement tout non-communiste se tournait vers lui les gouvernements des 3 Kỳ vont souhaiter entrer en contact avec lui et si les négociations avec lui progressaient il serait au bout du compte invité à revenir pour être le chef des 3 Kỳ.

Chauvel ajouta que les Français n'étaient pas enthousiastes au sujet de Bảo Đại car quand il était empereur il ne s'intéressait pas aux affaires du gouvernement, préférant 'jouer au tennis, conduire sa voiture et tourner dans son palais en compagnie de sa femme."<sup>17</sup>

Il est assez curieux de voir comment dans leur embarras à vouloir cacher leurs véritables intentions les Français avaient essayé de vendre leur recette aux Américains! Mais il est aussi vrai qu'à ce moment-là les Français couraient deux lièvres à la fois et nourrissaient encore un espoir de pouvoir s'entendre avec Hồ et son gouvernement entré en clandestinité.

Il n'est donc pas étonnant de voir le 17 juillet 1947, le Secrétaire d'État Marshall cherchant à y voir plus clair, interrogeait encore son consul général Reed à Saigon sur l'influence des communistes dans le gouvernement de coalition de Hồ et en particulier "si la présence de communistes derrière la scène comme Đặng Xuân Khu [Trương Chinh] et Hà Bá Cang [Hoàng Quốc Việt] était suffisante pour pousser le Việt-Nam dans le camp soviétique."<sup>18</sup>

Durant l'année 1948 les Français s'orientaient de plus en plus vers '*la solution Bảo Đại*' sans pour autant chercher à mettre en valeur la pertinence de leur choix et laissèrent les Américains rester sur leur impression négative vis-à-vis de

---

dissoudre en avril 1948. En fait, selon François Guillemot, le principal mouvement de soutien à la solution Bảo Đại fut créé par l'unification des forces favorables à Bảo Đại qui fut achevée en décembre 1947 sous le nom de Rassemblement National Vietnamien [RVN] ou Việt-Nam Quốc Gia Liên Hiệp. Les principaux artisans ont pour nom Nguyễn Tôn Hoàn, Ngô Đình Diệm, Lê Văn Hoạch, Nghiêm Xuân Thiện, Trần Văn Lý, Nguyễn Hữu Trí, Đặng Văn Sung... beaucoup de membres du Đại Việt.

<sup>13</sup> Foreign Relations, 1947, Vol. VI, The Consul at Saigon (Reed) to the Secretary of State, Saigon, May 21, 1947

<sup>14</sup> Foreign Relations, 1947, Vol. VI, The Consul at Saigon (Reed) to the Secretary of State, Saigon, July 11, 1947

<sup>15</sup> Foreign Relations, 1947, Vol VI, The Secretary of State to the Embassy in France. Washington, July 16, 1947

<sup>16</sup> Secrétaire général du Ministère Français des Affaires Étrangères

<sup>17</sup> Foreign Relations, 1947, Vol VI, The Ambassador in France (Caffery) to The Secretary of State, Paris August 31, 1947

<sup>18</sup> Foreign Relations, 1947, Vol. VI, The Secretary of State to the Consulate General at Consulate General at Saigon, Washington, July 17, 1947

Bảo Đại suite aux rapports et avis contradictoires de leurs diplomates. Le Secrétaire d'État décida, en janvier 49, de câbler à son ambassade à Paris : "Les États-Unis adopteront une position d'attente et ne peuvent pas prendre le risque de s'engager derrière un gouvernement natif qui pourrait devenir une marionnette sans soutien populaire et qui n'existerait que par la présence des forces militaires françaises."

Aussi à la signature des accords de l'Élysée en mars 1949 Bảo Đại était considéré à priori par les Américains comme une carte française qu'ils acceptaient sans enthousiasme, mis devant le fait accompli.<sup>19</sup> À leurs yeux le régime de Bảo Đại avait de faibles chances de survie et les intentions françaises à moyen terme peu claires. Ils ne voulaient pas se mêler de ce que beaucoup considéraient tout de même comme une guerre coloniale.

"Les officiels américains étaient complètement divisés sur la signification des accords de l'Élysée. Bien que l'ambassade à Paris continue à insister pour dire que Bảo Đại offrait la seule solution non-communiste pour l'Indochine l'ancien vice-consul à Hanoi, O'Sullivan doute que les États-Unis doivent s'impliquer totalement à sa cause. L'actuel chef de la Division des affaires de l'Asie du Sud Est du Département d'État, Charles E. Reed, de la même façon, mettait en garde contre le risque que Bảo Đại soit simplement vu comme une marionnette des Français ; si les États-Unis s'engageaient publiquement en faveur de Bảo Đại ils iraient alors obligatoirement vers une impasse en consommant ses moyens financiers limités et surtout son prestige dans un combat qui pourrait s'avérer désespéré. Adoptant ces dernières vues le Secrétaire d'État Acheson prévint les diplomates américains en Extrême Orient de toute action prématurée qui pouvait être considérée comme une approbation ou une reconnaissance de facto de Bảo Đại. Le Département d'État voulait garder la plus grande liberté d'action possible sans donner l'impression de s'opposer ou d'entraver les actions de l'ex-empereur."<sup>20</sup>

Il s'ensuivit une politique vis-à-vis de Bảo Đại viciée dans le fond par une contradiction interne. D'un côté les Américains craignent que Bảo Đại soit totalement aux mains des Français et incapable d'avoir une politique autonome et de l'autre ils refusent à Bảo Đại ce qui pourrait lui permettre d'acquérir peu à peu cette autonomie à savoir une aide directe permettant la création d'une vraie armée vietnamienne. On assista alors à une politique de demi-mesures, au gré des événements et s'appuyant sur de belles pensées qui n'étaient que des vœux pieux de type '*wishful thinking*' (prendre ses désirs pour de la réalité).

Il est assez sidérant de lire les lignes suivantes envoyées par Acheson à son consul général à Saigon en mai 1949 :

"Les États-Unis ne peuvent se permettre de soutenir un gouvernement qui aurait la coloration d'être un régime fantoche aussi il doit être clair que les Français auront à offrir toutes les concessions nécessaires pour rendre la solution Bảo Đại attractive aux nationalistes...De plus le gouvernement Bảo Đại au travers de ses propres efforts doit démontrer une capacité judicieuse d'organisation et de conduite des affaires afin d'obtenir le soutien populaire requis."<sup>21</sup>

Les Américains paraissaient ignorer le fait que si Bảo Đại avait la possibilité de montrer une réelle indépendance il recevrait sans peine un soutien enthousiaste de son peuple !

En conséquence les Américains firent preuve d'atermoiements stériles pour accorder la reconnaissance diplomatique au régime de Bảo Đại. Leurs propres interrogations sur une reconnaissance *de facto* ou *de jure*, à faire avant ou après les Britanniques et d'autres pays du Sud-Est de l'Asie les occupèrent ainsi pendant de longs mois. À cela s'ajouta la mauvaise expérience chinoise avec la déroute des forces de Tchang Kai Chek qui était en train de les traumatiser et qui les avait amené à penser : "quel que soit son montant, les aides économique et militaire américaines ne peuvent sauver un gouvernement, même s'il est reconnu par toutes les autres puissances, à moins qu'il ne puisse rallier le soutien populaire contre les communistes en permettant aux importants groupes nationalistes d'être représentés, en manifestant son opposition aux intérêts personnels ou de partis et en démontrant un leadership réel."<sup>22</sup>

En résumé les Américains avaient jugé que la '*solution Bảo Đại*' était vouée à un échec quasi-certain et n'avaient accordé aucun joker à Bảo Đại. En mai 1949 l'opinion aux États-Unis jugeait aussi l'action française 'trop peu et trop tard' pour permettre à Bảo Đại de s'opposer efficacement aux efforts de Hồ pour prendre le pouvoir.

Mais voilà que la Chine tombe aux mains des communistes menés par Mao le 1<sup>er</sup> octobre 1949. Puis le 18 janvier 1950 la Chine reconnaît la RDVN de Hồ, suivie par l'URSS. Ces premières manifestations de la guerre froide contribuèrent à changer le cours de l'histoire dans le monde. Immédiatement ceci entraîna un nouveau regard envers le régime de Bảo Đại : "le Département d'État est toujours dans l'espoir que Bảo Đại va réussir à attirer au dépend de Hồ Chí Minh un soutien populaire croissant. Notre politique reste essentiellement la même : l'encourager et presser les Français à lui faire des concessions plus étendues. [Est-ce vraiment la même politique passive et attentiste qui a été adoptée jusque-là ?]

Les débuts de Bảo Đại comme chef d'état, les qualités par lui exprimées et l'accueil qui lui était réservé avaient paru bien meilleurs que ce que le Département avait pu anticiper...Le transfert de pouvoir est apparemment bien accepté...La

<sup>19</sup> Au travers des documents sélectionnés par 'Foreign Relations' il apparaît que les Américains n'étaient déjà pas du tout intéressés par la '*solution Bảo Đại*' pendant la période où il négociait son retour avec les Français.

<sup>20</sup> Ronald H. Spector, *Advice and Support : The Early Years, 1941-1960*

<sup>21</sup> Foreign Relations, 1947, Vol. VI, The Secretary of State to the Consulate General at Saigon, Washington, May 10, 1949

<sup>22</sup> Foreign Relations, 1950, Vol. VI, The Secretary of State to the Consulate General at Saigon, Washington, May 20, 1949

nature et le moment d'une reconnaissance de Bảo Đại, ici et avec d'autres gouvernements, sont en cours de considération."<sup>23</sup>

De fait, à ce stade, les États-Unis n'avaient guère d'autres choix que de s'engager dans le soutien au régime de Bảo Đại et encore ce ne fut qu'un soutien du bout des lèvres et indirect. Car, autre contradiction, au fond les Américains restaient favorables à l'idée d'une indépendance totale des pays de l'Indochine mais dans la pratique ils étaient obligés de ménager la France, un important allié pour la politique de défense commune en Europe. Aussi ils ne pouvaient pas mettre trop de pression sur les Français et encore moins de les court-circuiter. L'aide à Bảo Đại s'il en y aurait une se fera par l'intermédiaire des Français. Une bien curieuse façon de favoriser l'émancipation du régime de Bảo Đại, car le seul moyen pour rendre l'aide plus efficace eut été de la donner directement à Bảo Đại et en quantité suffisante pour lui permettre de couper son cordon ombilical.

Les États-Unis attendirent quand même 5 jours après la ratification des accords de l'Élysée par le Parlement français, pour enfin reconnaître le 7 février, l'État du Việt-Nam et son gouvernement. Une aide financière à la France au titre de ses dépenses en Indochine fut décidée et à l'été le MAAG (Military Assistance Advisory Group) fut créé pour superviser l'ensemble de l'aide à l'effort de guerre français. De ces faits on peut dater l'entrée des États-Unis dans la guerre de l'Indochine autour du deuxième trimestre 1950. Par ironie du sort, l'intérêt porté par les États-Unis à *la solution Bảo Đại* était venu au moment où celui-ci commençait à se désintéresser lui-même de la chose, ayant pris conscience de son faible emprise sur le cours des événements.

\* \* \*

En l'espace de 6 ans, entre le début de l'année 1945 à la fin de l'année 1950 la politique des États-Unis concernant l'Indochine avait fluctué au gré des circonstances avec peut-être seulement une certaine constance dans le respect des volontés de Paris.

Au départ, favorables à la disparition des régimes coloniaux, les États-Unis laissèrent cependant la France reprendre ses droits sur l'Indochine. Pourtant champions de l'émancipation des peuples ils n'avaient pas levé le petit doigt pour aider Hồ Chí Minh dans sa lutte au moment où celle-ci revêtait encore toute l'apparence d'une lutte pour l'indépendance : ils commençaient à s'interroger sur l'appartenance de Hồ au mouvement communiste international. Ils avaient assisté en spectateurs neutres puis navrés à l'échec des négociations entre Paris et Hồ pendant l'année 1946 et le déclenchement des hostilités.

Paris paraissait ensuite favorable à une cessation des hostilités et une reprise des négociations avec Hồ, ils ne s'opposèrent pas à ces tentatives françaises malgré la connaissance d'une mainmise communiste sur le Việt Minh. Paris cessait ses avances à Hồ et promut la 'solution Bảo Đại', ils n'y étaient pas favorables car ne croyaient pas au succès de la formule mais laissèrent néanmoins faire les Français. Quand enfin l'expansion communiste arriva à la frontière du Tonkin et commença à menacer, ils se réveillèrent, s'activèrent et décidèrent alors de fournir une aide plus conséquente aux Français pour qu'ils combattissent le communisme à leur place ; bien évidemment ils se retrouvèrent avec la 'solution Bảo Đại' qu'ils n'avaient pas voulu ni encourager, ni soutenir pour la conforter au bon moment. Elle avait maintenant à faire face à un ennemi dont la puissance s'était décuplée qui disposait d'une arrière base amie en territoire chinois communiste et qui pouvait compter sur un grand frère généreux et aussi intéressé. Bảo Đại le reprocha amèrement et directement aux Américains : "Vous auriez dû considérer tout ceci comme un problème asiatique et vietnamien et un problème concernant votre propre sécurité. Vous auriez alors peut-être déjà envoyé ici vos troupes. Les Français avaient usé de chantage en menaçant de se retirer, ce qu'ils n'auraient jamais fait, non seulement à cause de leurs intérêts en Indochine mais parce que cela aurait signifié la fin de l'Union Française et la perte de leurs colonies d'Afrique. Vous vous étiez laissé prendre au chantage et n'avez pas mis une seule condition à votre aide, ni appuyé aucune demande des Vietnamiens."<sup>24</sup>

Cette myopie américaine continuait en dépit du bon sens car les Américains se refusaient à voir '*la solution Bảo Đại*' comme une solution qui pourrait devenir viable à la condition de recevoir un sérieux coup de pouce à ses débuts. Alors qu'ils ne disposaient d'aucune alternative, ils s'étaient contentés de mettre juste un peu de moyens à la disposition des Français, histoire de ne prendre aucune responsabilité dans la faillite de l'opération.

Pourtant quand la '*solution Bảo Đại*' avait pris des contours plus nets, il y eut la mise en garde suivante envoyée au Secrétaire d'État par Abbott - le moins aveugle de ses diplomates - et qui avait remplacé Reed au poste de consul général à Saigon: "*Les chances de succès existent et la politique américaine dans cette période critique initiale peut avoir une influence importante. Notre soutien ne va pas assurer le succès de Bảo Đại mais l'absence de soutien rendra probablement son échec certain.*"

**Bùi Ngọc Vũ, JJR 64**  
Chatenay-Malabry Avril 2015

<sup>23</sup> Foreign Relations, 1950, Vol. VI, The Secretary of State to the Consulate General at Saigon, Washington, January 20, 1950 p.698

<sup>24</sup> FRUS 1950, Indochina p. 823 The Chargé at Saigon (Gullion) to the Secretary of State. Saigon, June 18, 1950